

Newsletter, 13-16 mars 2017 - Session plénière - Strasbourg

[09-03-2017 - 17:17]

Séance plénière

[Débat sur le Conseil européen des 9-10 mars et la déclaration de Rome, en présence de MM. Tusk et Juncker et du Premier ministre italien Gentiloni 4](#)

Lors du débat clé de mercredi, les députés dresseront le bilan du Conseil européen des 9-10 mars et débattront de la "déclaration de Rome" sur le 60e anniversaire du traité de Rome. Le débat se tiendra en présence du Président du Conseil, Donald Tusk, du Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, du vice-premier ministre de Malte, Louis Grech, et du Premier ministre italien, Paolo Gentiloni, qui s'adressera pour la première fois à la plénière depuis sa prise de fonction en décembre 2016.

[Vote final du Parlement sur les droits des actionnaires dans les entreprises européennes 5](#)

De nouveaux outils pour que les grandes entreprises européennes se concentrent davantage sur leurs performances à long terme, en encourageant l'engagement de leurs actionnaires, seront débattus lundi et votés mardi. Conformément à ces instruments, les actionnaires auraient leur mot à dire sur la rémunération des directeurs et les entreprises pourraient identifier plus facilement leurs actionnaires.

[Minerais provenant de zones de conflit: les députés en faveur de la "diligence raisonnable" obligatoire pour les importateurs 6](#)

Un projet de règlement européen visant à stopper le financement de groupes armés et les violations des droits de l'homme via le commerce de minerais dans les zones de conflit sera voté jeudi. Cette législation contraindra tous les importateurs européens (à l'exception des plus petits) d'étain, de tantale, de tungstène et d'or à mener des contrôles de "diligence raisonnable" de leurs fournisseurs. Les grands fabricants devront divulguer comment ils ont l'intention de contrôler leurs sources.

[Renforcer les contrôles officiels des denrées alimentaires du champ à l'assiette 8](#)

Des propositions visant à renforcer les contrôles et inspections des produits alimentaires "du champ à l'assiette" seront votées ce mercredi. La législation, qui fait l'objet d'un accord informel avec le Conseil des ministres, vise à renforcer la traçabilité des produits, combattre la fraude et restaurer la confiance du consommateur envers la chaîne alimentaire.

[Déchets: une législation pour plus de recyclage et une limitation des décharges 9](#)

La part de déchets recyclés devrait passer à 70% d'ici à 2030, contre 44% à l'heure actuelle, alors que la mise en décharge, qui a des conséquences environnementales importantes, devrait être limitée à 5%, selon un projet législatif en qui sera voté mardi. Parmi les mesures proposées dans les quatre textes du "paquet déchets", les députés demandent également une réduction de 50% du gaspillage alimentaire d'ici à 2030.

[Règle anti-avortement du "bâillon mondial": débat avec le commissaire Christos Stylianides 11](#)

Les députés débattront du rétablissement par le Président américain, Donald Trump, de la "règle du bâillon mondial", qui contraint les ONG étrangères financées par les États-Unis à certifier qu'elles ne pratiqueront pas d'avortement et n'encourageront pas non plus activement cette pratique. Le débat aura lieu mardi à 15 heures en présence du commissaire en charge de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides.

[Les députés proposent de maintenir l'Arctique comme zone de faible tension . . 12](#)

Le changement climatique suscite des tensions géopolitiques dans l'Arctique, selon les députés, car la fonte de la calotte glaciaire ouvre de nouvelles voies de navigation et de pêche et entraîne une concurrence accrue pour ses ressources naturelles. Dans un projet de résolution débattu mercredi et voté jeudi, ils estiment



Séance plénière

que l'Arctique doit rester une zone de faible tension pour préserver son écosystème vulnérable et demandent l'interdiction de l'extraction de pétrole et de gaz dans la région.

- Directive sur les armes à feu: éviter que les armes ne tombent entre de mauvaises mains** 13
- La législation de l'UE actualisée sur les armes, dont le but est de combler les failles afin de répondre aux craintes des utilisateurs légitimes, sera débattue et votée mardi. Les nouvelles règles durcissent les contrôles sur les armes tirant à blanc et les armes mal neutralisées, comme celles qui ont été utilisées lors des attentats à Paris, et contraignent les pays de l'UE à créer un système de contrôle pour la délivrance ou le renouvellement des autorisations et pour l'échange d'informations.
- Évaluation de la politique européenne de sécurité un an après les attentats terroristes de Bruxelles** 15
- Les progrès réalisés dans le cadre du programme européen de sécurité depuis les attentats terroristes du 22 mars 2016 à Bruxelles feront l'objet d'un débat mercredi. Renforcer le partage d'informations, lutter contre le financement du terrorisme, prévenir la radicalisation et mieux contrôler les frontières extérieures terrestres et maritimes de l'UE représentent les principales priorités.
- Débat sur les progrès accomplis dans la lutte contre l'évasion fiscale des entreprises** 16
- Les progrès réalisés suite à l'appel du Parlement pour lutter contre l'évasion fiscale des entreprises seront débattus avec le Conseil et la Commission mardi. Les députés interrogeront les deux institutions sur des propositions telles que la publication d'informations pays par pays concernant les profits, les taxes et les subventions, une plus grande transparence du groupe "Code de conduite" du Conseil en matière de fiscalité des entreprises, et une protection accrue des lanceurs d'alerte.
- Les députés se réjouissent des efforts de réforme du Monténégro** 17
- Le Parlement examinera mercredi les efforts de réformes effectués en 2016 par le Monténégro avec le commissaire en charge de l'élargissement, Johannes Hahn. Les députés sont susceptibles de saluer les progrès du Monténégro en matière de négociations d'adhésion à l'UE, malgré les tentatives de la Russie d'influencer et de déstabiliser les Balkans occidentaux. Une résolution sera mise aux voix jeudi.
- Défense: les députés exhortent les États membres à faire preuve de volonté politique et à unir leurs forces** 18
- La coopération en matière de défense dans l'UE dépend actuellement davantage de la volonté politique que de considérations juridiques, affirment les commissions des affaires étrangères et constitutionnelles dans une résolution commune soumise au vote du Parlement jeudi.
- Lapins d'élevage: éliminer progressivement les cages en batterie** 19
- Les États membres de l'UE devraient encourager les éleveurs de lapin à remplacer les cages en batterie par des solutions alternatives abordables respectant le bien-être animal, affirme un projet de résolution non législative qui sera débattu lundi et mis aux voix mardi. Améliorer les conditions de vie et le bien-être des lapins pourrait aider à prévenir les maladies et donc à réduire l'usage d'antibiotiques susceptibles de se retrouver dans la chaîne alimentaire, déclarent les députés.
- Chevaux: des sanctions plus sévères en cas de maltraitance** 20
- Les personnes qui maltraitent ou abandonnent des chevaux devraient risquer des sanctions plus sévères, affirme un projet de résolution qui sera débattu lundi et mis aux voix mardi. Les députés devraient également en appeler à des mesures pour mieux éduquer les propriétaires sur l'élevage animal, pour améliorer la sécurité alimentaire et pour aider la filière à accroître ses recettes.
- Les députés demandent à la Commission de clarifier sa position sur le système de tarification routière en Allemagne** 21
- Le projet de révision du système de tarification routière en Allemagne comporte toujours "des éléments qui constituent une violation à la législation européenne", déclarent les députés dans un projet de résolution mis aux voix mercredi.
- Croissance durable, emploi et sécurité: les priorités des députés pour le budget 2018 de l'UE** 23
- La croissance et l'emploi doivent rester les priorités, comme la migration et le changement climatique, déclarent les députés dans le projet d'orientations destiné aux responsables de la Commission, en préparation du projet de budget 2018 de l'UE. Le budget "doit disposer des outils lui permettant de répondre à des crises

Séance plénière

multiples simultanément" et doit prendre en compte les inquiétudes des citoyens en matière de sécurité, affirme le texte qui sera débattu mardi et mis aux voix mercredi.

Les députés dénonceront les obstacles au droit à la libre circulation des citoyens de l'UE 24

L'ensemble des États membres de l'UE devraient éliminer tout obstacle inutile et discriminatoire que peuvent rencontrer les citoyens de l'UE souhaitant travailler et résider dans un autre État membre que le leur, déclarent les députés dans une résolution mise aux voix mercredi.

Débat avec la Commission sur les règles de financement des partis politiques européens 25

Une demande visant à ce que la Commission rejoigne le Parlement dans la révision des règles de financement des partis politiques européens sera débattue mercredi en présence de représentants de la Commission. Les députés souhaitent notamment renforcer les contrôles visant à garantir que les partis politiques européens respectent les valeurs fondamentales de l'UE.

Intensifier la lutte en faveur de l'égalité des genres 26

L'UE et ses États membres devraient intensifier leurs efforts pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes, affirment les députés dans une proposition de résolution débattue lundi et votée mardi.

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie 27

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 16 mars vers 10h00, avec des votes intervenant à 12h00 sur les sujets suivants:

Autres sujets à l'ordre du jour 28

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

Emilie TOURNIER	BXL: (+32) 2 28 30578 STR: (+33) 3 881 72649 PORT: (+32) 473 55 74 66 ROLE: Service de presse EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu
Baptiste CHATAIN	BXL: (+32) 2 28 40992 STR: (+33) 3 881 74151 PORT: (+32) 498 98 13 37 EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu
Wendy DE MONTIS	BXL: (+32) 2 28 31151 PORT: (+32) 470 87 02 64
Nicolas DELALEU	BXL: (+32) 2 28 44407 EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [EP Live: suivre la séance en direct](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)
- [Service de recherche du PE: podcasts sur les principales questions de la plénière](#)

Séance plénière

Débat sur le Conseil européen des 9-10 mars et la déclaration de Rome, en présence de MM. Tusk et Juncker et du Premier ministre italien Gentiloni

Lors du débat clé de mercredi, les députés dresseront le bilan du Conseil européen des 9-10 mars et débattront de la "déclaration de Rome" sur le 60e anniversaire du traité de Rome. Le débat se tiendra en présence du Président du Conseil, Donald Tusk, du Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, du vice-premier ministre de Malte, Louis Grech, et du Premier ministre italien, Paolo Gentiloni, qui s'adressera pour la première fois à la plénière depuis sa prise de fonction en décembre 2016.

Débat: mercredi 15 mars

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission avec débat

#euco

En savoir plus

- [Ordre du jour du Conseil européen des 9-10 mars](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Vote final du Parlement sur les droits des actionnaires dans les entreprises européennes

De nouveaux outils pour que les grandes entreprises européennes se concentrent davantage sur leurs performances à long terme, en encourageant l'engagement de leurs actionnaires, seront débattus lundi et votés mardi. Conformément à ces instruments, les actionnaires auraient leur mot à dire sur la rémunération des directeurs et les entreprises pourraient identifier plus facilement leurs actionnaires.

Ces outils, conclus de manière informelle entre les négociateurs du Parlement et du Conseil en décembre 2016, habiliteraient les actionnaires à se prononcer sur la politique de rémunération des dirigeants d'entreprises, leur permettant ainsi de lier davantage cette politique aux performances et aux intérêts à long terme de la société.

Par ailleurs, les entreprises pourraient plus facilement identifier leurs actionnaires et dialoguer avec eux. Les actionnaires pourraient aussi exercer plus facilement leurs droits, notamment le droit de participer et de voter lors des assemblées générales.

Parallèlement, de nouvelles obligations en matière de transparence aideraient les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs, qui sont souvent d'importants actionnaires des entreprises cotées en bourse dans l'UE, à renforcer l'engagement de leurs actionnaires dans les stratégies d'investissement.

Débat: lundi 13 mars

Vote: mardi 14 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Conférence de presse: mardi 14 mars à 16 heures en présence du rapporteur et de la commissaire Věra Jourová

@VeraJourova

En savoir plus

- [Projet de rapport en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires](#)
- [Communiqué de presse sur l'accord interinstitutionnel \(09.12.2016\)](#)
- [Profil du rapporteur Sergio Gaetano Cofferati \(S&D, IT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Minerais provenant de zones de conflit: les députés en faveur de la "diligence raisonnable" obligatoire pour les importateurs

Un projet de règlement européen visant à stopper le financement de groupes armés et les violations des droits de l'homme via le commerce de minerais dans les zones de conflit sera voté jeudi. Cette législation contraindra tous les importateurs européens (à l'exception des plus petits) d'étain, de tantale, de tungstène et d'or à mener des contrôles de "diligence raisonnable" de leurs fournisseurs. Les grands fabricants devront divulguer comment ils ont l'intention de contrôler leurs sources.

Dans un accord informel conclu sur le projet de texte, qui devra être adopté pendant le vote, les députés ont convaincu les ministres de l'UE que des contrôles de diligence raisonnable, menés selon les [lignes directrices de l'OCDE](#), devraient être obligatoires pour la plupart des importateurs d'étain, de tungstène, de tantale et d'or et de leurs minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque.

Cependant, les petits importateurs, tels que les dentistes et les bijoutiers, seront exemptés, de manière à éviter des charges administratives déraisonnables. Les grandes entreprises européennes qui achètent ces minerais pour leurs produits seront encouragées à communiquer leurs pratiques d'approvisionnement et pourront adhérer à un registre européen.

Prochaines étapes

Une fois que le Parlement et le Conseil auront adopté l'accord, il sera publié au Journal officiel de l'UE. Le nouveau règlement s'appliquera à partir du 21 janvier 2021 afin de laisser aux États membres le temps de désigner les autorités compétentes et aux importateurs de se familiariser avec leurs obligations. La Commission européenne devra examiner régulièrement l'efficacité de la nouvelle législation et pourra proposer de nouvelles mesures obligatoires.

Contexte

Les pays riches en minerais et touchés par des conflits se trouvent dans un cercle vicieux: les revenus issus de ressources extraites illégalement alimentent les révoltes armées. Le règlement est applicable à toutes les zones touchées par les conflits et dites à haut risque dans le monde - la République démocratique du Congo (RDC) et la région des Grands Lacs en sont l'exemple le plus évident. L'étain, le tantale, le tungstène et l'or sont utilisés dans la production de nombreux produits high-tech, notamment par l'industrie automobile, électronique, aérospatiale, de l'emballage, de la construction, de l'éclairage, du matériel et de l'outillage industriels, ainsi que dans les articles de bijouterie.

Débat: mercredi 15 mars

Vote: jeudi 16 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

#conflictminerals

En savoir plus

- [Communiqué de presse sur l'accord interinstitutionnel \(22.11.2016\)](#)
- [Service de recherche du PE: importations de minerais provenant de zones de conflit \(mai 2015\)](#)
- [Projet de règlement du Parlement et du Conseil](#)
- [Profil du rapporteur Iuliu Winkler \(PPE, RO\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

Séance plénière

- Produits audiovisuels pour professionnels

Séance plénière

Renforcer les contrôles officiels des denrées alimentaires du champ à l'assiette

Des propositions visant à renforcer les contrôles et inspections des produits alimentaires "du champ à l'assiette" seront votées ce mercredi. La législation, qui fait l'objet d'un accord informel avec le Conseil des ministres, vise à renforcer la traçabilité des produits, combattre la fraude et restaurer la confiance du consommateur envers la chaîne alimentaire.

La législation vise à fournir un système de contrôle global, intégré et plus efficace des règles sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, des exigences concernant les animaux et la santé des plantes, et des règles régissant la production biologique et les indications géographiques protégées.

Les récents scandales concernant la fraude alimentaire, notamment le scandale de la viande chevaline, ont montré que les autorités de contrôle devaient agir efficacement afin de protéger les consommateurs et les opérateurs honnêtes des risques qui pourraient émerger de l'existence de failles au sein des règles de la chaîne alimentaire.

Débat: mardi 14 mars

Vote: mercredi 15 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en deuxième lecture

#officialcontrols #foodfraud

En savoir plus

- [Recommandation de la commission présentée pour la plénière, sur les contrôles officiels et autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux](#)
- [Communiqué de presse suite à l'accord interinstitutionnel \(16.06.2016\)](#)
- [Profil du rapporteur Karin Kadenbach \(S&D, AT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE: lutte contre la fraude alimentaire](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Déchets: une législation pour plus de recyclage et une limitation des décharges

La part de déchets recyclés devrait passer à 70% d'ici à 2030, contre 44% à l'heure actuelle, alors que la mise en décharge, qui a des conséquences environnementales importantes, devrait être limitée à 5%, selon un projet législatif en qui sera voté mardi. Parmi les mesures proposées dans les quatre textes du "paquet déchets", les députés demandent également une réduction de 50% du gaspillage alimentaire d'ici à 2030.

D'ici à 2030, au moins 70% (en poids) des déchets dits municipaux (à savoir en provenance des ménages et des entreprises) devraient être recyclés ou préparés en vue du réemploi (soit contrôlés, nettoyés ou réparés), affirment les députés, alors que la Commission européenne avait proposé un objectif de 65%.

Pour les matériaux d'emballage, comme le papier et le carton, le plastique, le verre, le métal et le bois, les députés proposent un objectif de 80% d'ici à 2030, avec des objectifs intermédiaires en 2025 pour chaque matériau.

Note aux rédacteurs

En 2014, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède n'ont pratiquement envoyé aucun déchet municipal en décharge, alors que Chypre, la Croatie, la Grèce, la Lettonie et Malte mettent toujours en décharge plus des trois quarts de leurs déchets municipaux.

Bien que la gestion des déchets dans l'UE se soit considérablement améliorée ces dernières décennies, près d'un tiers des déchets municipaux sont toujours mis en décharge et moins de la moitié sont recyclés ou compostés - des chiffres qui fluctuent énormément en fonction des États membres.

Une amélioration de la gestion des déchets pourrait avoir de nombreux avantages sur l'environnement, le climat, la santé humaine et l'économie. Dans le cadre d'un changement de la politique européenne vers une économie circulaire, la Commission a présenté quatre propositions législatives introduisant de nouveaux objectifs de gestion des déchets en termes de réutilisation, de recyclage et de mise en décharge.

Les propositions renforcent aussi les dispositions européennes sur la prévention des déchets, élargissent la responsabilité du producteur, et simplifient les définitions, les obligations de rapports et les méthodes de calcul pour les objectifs.

Débat: mardi 14 mars

Vote: mardi 14 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

Conférence de presse: mercredi 15 mars (à confirmer)

#waste #recycling #landfilling #circulareconomy

En savoir plus

- [Projet de rapport sur les déchets](#)
- [Projet de rapport sur les déchets d'emballage](#)
- [Projet de rapport sur la mise en décharge des déchets](#)
- [Projet de rapport sur les véhicules hors d'usage; sur les piles et accumulateurs ainsi que sur les déchets de piles et d'accumulateurs; sur les déchets d'équipements électriques et électroniques](#)

Séance plénière

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(24.01.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Simona Bonafè \(S&D, IT\)](#)
- [Fiche de procédure \(déchets\)](#)
- [Fiche de procédure \(déchets d'emballages\)](#)
- [Fiche de procédure \(mise en décharge\)](#)
- [Fiche de procédure \(véhicules, piles et accumulateurs, déchets d'équipements électriques et électroniques\)](#)
- [Infographies](#)
- [Service de recherche du PE - Paquet Économie Circulaire](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Règle anti-avortement du "bâillon mondial": débat avec le commissaire Christos Stylianides

Les députés débattront du rétablissement par le Président américain, Donald Trump, de la "règle du bâillon mondial", qui contraint les ONG étrangères financées par les États-Unis à certifier qu'elles ne pratiqueront pas d'avortement et n'encourageront pas non plus activement cette pratique. Le débat aura lieu mardi à 15 heures en présence du commissaire en charge de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides.

La [note présidentielle concernant la politique de Mexico](#), un décret interdisant aux organisations non gouvernementales (ONG) internationales qui reçoivent des financements des États-Unis de fournir des services d'avortement ou d'apporter des informations à ce sujet, a été signée par M. Trump le 23 janvier 2017.

Washington est le principal donateur dans le domaine de la santé mondiale, fournissant près de trois milliards de dollars pour les efforts relatifs à la santé, par le biais de l'agence américaine pour le développement international (USAid).

Débat: mardi 14 mars

Procédure: déclaration du commissaire en charge de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides

En savoir plus

- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Les députés proposent de maintenir l'Arctique comme zone de faible tension

Le changement climatique suscite des tensions géopolitiques dans l'Arctique, selon les députés, car la fonte de la calotte glaciaire ouvre de nouvelles voies de navigation et de pêche et entraîne une concurrence accrue pour ses ressources naturelles. Dans un projet de résolution débattu mercredi et voté jeudi, ils estiment que l'Arctique doit rester une zone de faible tension pour préserver son écosystème vulnérable et demandent l'interdiction de l'extraction de pétrole et de gaz dans la région.

Le projet de texte souligne que l'Arctique se réchauffe environ deux fois plus vite que la moyenne mondiale et que la glace maritime a diminué de façon significative depuis 1981, jusqu'à environ 40% de moins que son niveau d'été il y a 35 ans.

Les députés notent également la présence accrue de forces russes dans l'Arctique et l'intérêt de la Chine pour l'accès aux nouvelles routes maritimes et aux ressources énergétiques.

Débat: mercredi 15 mars

Vote: jeudi 16 mars

Procédure: résolution non législative

#Arctic

En savoir plus

- [Projet de résolution sur une politique européenne intégrée pour l'Arctique](#)
- [Communiqué de presse sur le vote en commission \(31.01.2017\)](#)
- [Rapporteur de la commission AFET, Urmas Paet \(ADLE, EE\)](#)
- [Rapporteur de la commission ENVI, Sirpa Pietikainen \(PPE, FI\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Briefing du service de recherche du PE sur l'Arctique \(janvier 2017\) \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Directive sur les armes à feu: éviter que les armes ne tombent entre de mauvaises mains

La législation de l'UE actualisée sur les armes, dont le but est de combler les failles afin de répondre aux craintes des utilisateurs légitimes, sera débattue et votée mardi. Les nouvelles règles durcissent les contrôles sur les armes tirant à blanc et les armes mal neutralisées, comme celles qui ont été utilisées lors des attentats à Paris, et contraignent les pays de l'UE à créer un système de contrôle pour la délivrance ou le renouvellement des autorisations et pour l'échange d'informations.

La directive européenne sur les armes à feu fixe les conditions dans lesquelles les particuliers peuvent acquérir et posséder légalement des armes ou les transférer vers un autre pays de l'UE.

L'accord provisoire, conclu par les négociateurs du Parlement et du Conseil en décembre dernier, vise à trouver un équilibre entre les intérêts des utilisateurs légitimes d'armes (tels que les tireurs sportifs, les chasseurs, les réservistes, les collectionneurs ou encore les figurants de reconstitution de bataille) et ceux des citoyens en faveur d'une Europe plus sûre.

Plus de détails sur le contenu de l'accord dans la [note d'information](#).

Prochaines étapes

Une fois le texte adopté par le Parlement et le Conseil des ministres de l'UE, les États membres disposeront de 15 mois à partir de la date d'entrée en vigueur de la directive pour transposer les nouvelles règles en droit national et de 30 mois pour introduire les nouveaux systèmes de partage d'informations afin de tracer et d'identifier les armes à feu.

Note aux rédacteurs

Dans le [programme européen en matière de sécurité](#) pour la période 2015–2020, la Commission européenne a affirmé qu'elle réviserait la législation existante sur les armes à feu en 2016, afin d'améliorer le partage d'informations, de renforcer la traçabilité, de standardiser le marquage, et d'établir des normes communes pour la neutralisation des armes. Suite aux attentats terroristes de 2015 en Europe, elle a décidé d'accélérer ses travaux. La révision de la directive européenne sur les armes à feu a été présentée par la Commission en novembre 2015 et adoptée par les négociateurs du Parlement et du Conseil en décembre 2016.

Débat: mardi 14 mars

Vote: mardi 14 mars

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

#guncontrol #firearms

En savoir plus

- [Directive sur les armes: texte de l'accord provisoire entre le Parlement et le Conseil \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(26.01.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Vicky Ford \(ECR, UK\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE: contrôle de l'acquisition et de la possession d'armes \(en anglais\)](#)

Séance plénière

- [Communiqué de presse du Conseil sur l'accord \(20.12.2016\)](#)
- [Communiqué de presse de la Commission \(20.12.2016\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Évaluation de la politique européenne de sécurité un an après les attentats terroristes de Bruxelles

Les progrès réalisés dans le cadre du programme européen de sécurité depuis les attentats terroristes du 22 mars 2016 à Bruxelles feront l'objet d'un débat mercredi. Renforcer le partage d'informations, lutter contre le financement du terrorisme, prévenir la radicalisation et mieux contrôler les frontières extérieures terrestres et maritimes de l'UE représentent les principales priorités.

Cette dernière année, l'UE a, entre autres, adopté une directive sur l'utilisation des données des dossiers passagers (données PNR), qui devrait contribuer à repérer les terroristes. Elle a aussi mis à jour les règles relatives aux mesures de lutte contre le terrorisme et a introduit de nouvelles exigences pour contrôler toute personne franchissant les frontières extérieures de l'UE.

De nouvelles initiatives sont en cours, notamment la révision du système d'informations Schengen et du système européen d'information sur les casiers judiciaires, ainsi que la mise en place d'un nouveau système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) afin d'effectuer un contrôle préalable des voyageurs entrant dans l'espace européen sans visa.

En septembre 2016, Sir Julian King a été désigné commissaire chargé de l'union de la sécurité - un portefeuille créé récemment.

Débats d'actualité

Le nouveau règlement du Parlement ([article 153](#)) prévoit un débat d'actualité, d'une durée comprise entre 60 et 90 minutes, lors de chaque session afin d'aborder des sujets d'actualité d'intérêt majeur pour la politique européenne. Ces sujets sont proposés par un groupe politique et chaque groupe a le droit de proposer au moins une fois un tel débat.

Débat: mercredi 15 mars

Procédure: débat d'actualité

#PNR #SecurityUnion

Séance plénière

Débat sur les progrès accomplis dans la lutte contre l'évasion fiscale des entreprises

Les progrès réalisés suite à l'appel du Parlement pour lutter contre l'évasion fiscale des entreprises seront débattus avec le Conseil et la Commission mardi. Les députés interrogeront les deux institutions sur des propositions telles que la publication d'informations pays par pays concernant les profits, les taxes et les subventions, une plus grande transparence du groupe "Code de conduite" du Conseil en matière de fiscalité des entreprises, et une protection accrue des lanceurs d'alerte.

Les recommandations du Parlement en faveur d'une meilleure coordination à l'échelle de l'UE sur les questions fiscales ont été fondées sur les résultats - publiés en 2015 et 2016 - de deux commissions parlementaires spéciales qui ont enquêté sur les rescrits fiscaux à l'origine du scandale des "Luxleaks".

La Commission européenne a déjà traduit certaines recommandations du Parlement en propositions législatives. Ce débat est l'occasion de faire pression sur la Commission pour qu'elle prenne des mesures sur les recommandations restantes, tout en exhortant le Conseil à donner son accord.

Débat: mardi 14 mars

Procédure: déclaration

Séance plénière

Les députés se réjouissent des efforts de réforme du Monténégro

Le Parlement examinera mercredi les efforts de réformes effectués en 2016 par le Monténégro avec le commissaire en charge de l'élargissement, Johannes Hahn. Les députés sont susceptibles de saluer les progrès du Monténégro en matière de négociations d'adhésion à l'UE, malgré les tentatives de la Russie d'influencer et de déstabiliser les Balkans occidentaux. Une résolution sera mise aux voix jeudi.

Les négociations d'adhésion de l'UE avec le Monténégro ont débuté en juin 2012. Vingt-six chapitres ont été ouverts et deux clos jusqu'à présent.

Débat: mercredi 15 mars

Vote: jeudi 16 mars

Procédure: résolution non législative

#EUenlargement @JHahnEU

En savoir plus

- [Projet de résolution sur le rapport 2016 de la Commission sur le Monténégro](#)
- [Rapporteur du PE sur le Monténégro, Charles Tannock \(ECR, UK\)](#)
- [Statut d'élargissement de l'UE \(information de la Commission européenne\) \(en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure sur le Monténégro](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Défense: les députés exhortent les États membres à faire preuve de volonté politique et à unir leurs forces

La coopération en matière de défense dans l'UE dépend actuellement davantage de la volonté politique que de considérations juridiques, affirment les commissions des affaires étrangères et constitutionnelles dans une résolution commune soumise au vote du Parlement jeudi.

Les députés proposent que l'Agence européenne de défense (AED) et la coopération structurée permanente (PESCO) soient traitées comme des institutions de l'UE *sui generis* et qu'elles soient financées par le budget de l'Union. Ils plaident également pour la mise en place d'un modèle de réunion de "ministres de la défense" au sein du Conseil des ministres de l'UE.

Ils considèrent par ailleurs qu'il est essentiel d'accroître les dépenses nationales en matière de défense à 2% du PIB, insistant sur le fait que cela signifierait trouver 100 milliards d'euros supplémentaires pour la défense d'ici à la fin de la prochaine décennie.

Contexte

Cette résolution vise à clarifier la position de Parlement européen sur l'avenir des politiques de défense de l'UE, dans le contexte du 60e anniversaire du traité de Rome. Elle envisage diverses possibilités en vue d'approfondir la coopération européenne en matière de défense dans le cadre du traité de Lisbonne.

Débat: mercredi 15 mars

Vote: jeudi 16 mars

Procédure: résolution non législative

#EUDefence #CSDP @EUDefenceAgency

En savoir plus

- [Projet de résolution sur les conséquences constitutionnelles, juridiques et institutionnelles de la politique de sécurité et de défense commune](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(09.02.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Esteban González Pons \(PPE, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Lapins d'élevage: éliminer progressivement les cages en batterie

Les États membres de l'UE devraient encourager les éleveurs de lapin à remplacer les cages en batterie par des solutions alternatives abordables respectant le bien-être animal, affirme un projet de résolution non législative qui sera débattu lundi et mis aux voix mardi. Améliorer les conditions de vie et le bien-être des lapins pourrait aider à prévenir les maladies et donc à réduire l'usage d'antibiotiques susceptibles de se retrouver dans la chaîne alimentaire, déclarent les députés.

Le projet de résolution, déposé par les députés de la commission de l'agriculture, exhorte également la Commission européenne à proposer des recommandations au niveau européen sur la santé, le bien-être et le logement des lapins d'élevage, et à faire davantage en faveur de la filière.

Contexte

La plupart des lapins élevés dans l'UE le sont dans des cages non enrichies, indique la résolution. Les systèmes de logement des lapins d'élevage se sont améliorés au fil du temps et des alternatives aux cages, comme les parcs ou les enclos, ont été utilisées, mais ces systèmes doivent encore être améliorés et encouragés, affirment les députés.

Plus de 340 millions de lapins sont élevés pour la production de viande chaque année dans l'UE. La production chute de façon continue - de 3,9% en 2016 selon les prévisions - à cause de la baisse de la demande des consommateurs.

L'UE est le premier producteur de lapins au monde, devant la Chine, qui est le principal exportateur mondial de viande de lapin. Environ 99% des importations de viande de lapin au sein de l'UE proviennent de Chine.

Débat: lundi 13 mars

Vote: mardi 14 mars

Procédure: résolution non législative

#AnimalWelfare

En savoir plus

- [Projet de résolution sur des normes minimales relatives à la protection des lapins d'élevage](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(25.01.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Stefan Eck \(GUE/NGL, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Chevaux: des sanctions plus sévères en cas de maltraitance

Les personnes qui maltraitent ou abandonnent des chevaux devraient risquer des sanctions plus sévères, affirme un projet de résolution qui sera débattu lundi et mis aux voix mardi. Les députés devraient également en appeler à des mesures pour mieux éduquer les propriétaires sur l'élevage animal, pour améliorer la sécurité alimentaire et pour aider la filière à accroître ses recettes.

Le projet de résolution non législative, déposé par les députés de la commission de l'agriculture, exhorte également la Commission européenne à proposer une réduction de la limite du temps de voyage des chevaux destinés à l'abattage.

Contexte

L'UE compte environ 7 millions d'équidés utilisés dans différents secteurs tels que le transport, le tourisme, le sport, l'éducation, la recherche, la foresterie et l'agriculture. La filière équine pèse 100 milliards d'euros par an dans l'Union. Cinq à sept équidés permettent de créer un emploi à temps plein dans les zones rurales économiquement fragiles.

L'abandon des chevaux a augmenté depuis 2008 dans les États membres occidentaux, surtout dans ceux où les équidés impliquent des dépenses onéreuses et constituent davantage un fardeau financier qu'une source de revenus.

Les équidés sont les animaux les plus transportés d'Europe par rapport à leur population.

Débat: lundi 13 mars

Vote: mardi 14 mars

Procédure: résolution non législative

#AnimalWelfare

En savoir plus

- [Projet de résolution sur la propriété responsable et les soins des équidés](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(25.01.2017, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Julie Girling \(ECR, UK\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Les députés demandent à la Commission de clarifier sa position sur le système de tarification routière en Allemagne

Le projet de révision du système de tarification routière en Allemagne comporte toujours "des éléments qui constituent une violation à la législation européenne", déclarent les députés dans un projet de résolution mis aux voix mercredi.

Le système de tarification routière adopté à l'origine le 8 juin 2015 aurait permis aux conducteurs allemands de déduire leurs dépenses de péage de leurs factures liées à la taxe sur les véhicules. Cette possibilité n'était pas offerte aux conducteurs étrangers, cela conduirait à une violation des règles de non-discrimination de l'UE, [a déclaré la Commission européenne](#).

La Commission a lancé une [procédure d'infraction](#) à l'encontre de l'Allemagne le 18 juin 2015, puis l'a suspendue après un [accord](#) avec le ministre allemand des transports le 1er décembre 2016, sur la base d'une révision du dispositif.

Le dispositif révisé "n'impose toujours pas de charges supplémentaires à l'automobiliste allemand et maintient donc une discrimination indirecte fondée sur la nationalité", déclarent les députés dans un projet de résolution présenté par la commission des transports et du tourisme. Ils demandent à la Commission de dire en quoi le dispositif révisé lui semblait suffisant pour suspendre la procédure d'infraction.

Contexte: les systèmes de tarification routière dans l'UE

Fondé sur le principe de "l'utilisateur/pollueur payeur", de nombreux pays de l'UE ont introduit des systèmes de tarification pour les voitures sur certaines parties de leur infrastructure routière. Même s'ils diffèrent dans leur conception et dans leurs tarifs, les divers systèmes s'appliquent sans discrimination à tous les conducteurs.

- L'Irlande, la France, l'Espagne, le Portugal, la Pologne, la Croatie, la Grèce et l'Italie utilisent une tarification fondée sur les distances parcourues.
- L'Autriche, la Slovénie, la Slovaquie, la République tchèque, la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie utilisent un système de vignettes à durée limitée.
- L'Allemagne, les pays nordiques et baltes, le Benelux et la majeure partie du Royaume-Uni ne font toujours pas payer les conducteurs sur une grande part de leurs réseaux.

Débat: mercredi 15 février

Vote: mercredi 15 mars

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Projet de résolution \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission des transports et du tourisme \(28.02.2017, en anglais\)](#)
- [Enregistrement vidéo du débat en plénière \(15.02.2017\)](#)
- [Question avec demande de réponse orale de la Commission \(15.02.2017\)](#)
- [Communiqué de presse de la Commission: la Commission européenne et l'Allemagne ont trouvé un accord sur un système de tarification routière équitable et non discriminatoire \(01.12.2016\)](#)
- [Communiqué de presse de la Commission: la Commission lance une procédure d'infraction contre l'Allemagne concernant le nouveau système de tarification routière pour les véhicules de tourisme \("PKW-Maut"\)](#)

Séance plénière

- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Croissance durable, emploi et sécurité: les priorités des députés pour le budget 2018 de l'UE

La croissance et l'emploi doivent rester les priorités, comme la migration et le changement climatique, déclarent les députés dans le projet d'orientations destiné aux responsables de la Commission, en préparation du projet de budget 2018 de l'UE. Le budget "doit disposer des outils lui permettant de répondre à des crises multiples simultanément" et doit prendre en compte les inquiétudes des citoyens en matière de sécurité, affirme le texte qui sera débattu mardi et mis aux voix mercredi.

Les orientations budgétaires sont le premier document produit par le Parlement dans le cadre de la procédure annuelle du budget. Ce texte fixe les lignes directrices que le Parlement espère voir mises en œuvre par la Commission lorsque celle-ci fera ses propositions budgétaires.

Prochaines étapes

La Commission devrait présenter son projet de proposition de budget pour 2018 en mai. Le budget de l'année prochaine doit être adopté par le Conseil et le Parlement avant la fin de cette année.

Débat: mardi 14 mars

Vote: mercredi 15 mars

Procédure: budgétaire

#EUBudget

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(06.03.2017, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Siegfried Mureşan \(PPE, RO\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

Séance plénière

Les députés dénonceront les obstacles au droit à la libre circulation des citoyens de l'UE

L'ensemble des États membres de l'UE devraient éliminer tout obstacle inutile et discriminatoire que peuvent rencontrer les citoyens de l'UE souhaitant travailler et résider dans un autre État membre que le leur, déclarent les députés dans une résolution mise aux voix mercredi.

La résolution précise que la commission des pétitions du Parlement a reçu une quarantaine de pétitions soulevant des inquiétudes relatives à des obstacles rencontrés par des citoyens de l'UE dans l'exercice de leur droit à la liberté de circulation au sein de l'Union.

Les députés ont également fait part de leur vive préoccupation quant aux pratiques de certains pays de l'UE qui expulsent des citoyens de l'Union peu de temps après que leur contrat de travail dans le pays a expiré. Ils déplorent également que certains États membres refusent toute protection sociale aux travailleurs issus d'un autre État membre.

Vote: mercredi 15 mars

Procédure: résolution non législative

#FreeMovement #SocialRights #InternalMarket

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(28.02.2017\) \(en anglais\)](#)
- [SOLVIT - Des solutions aux problèmes liés à vos droits dans l'UE](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Débat avec la Commission sur les règles de financement des partis politiques européens

Une demande visant à ce que la Commission rejoigne le Parlement dans la révision des règles de financement des partis politiques européens sera débattue mercredi en présence de représentants de la Commission. Les députés souhaitent notamment renforcer les contrôles visant à garantir que les partis politiques européens respectent les valeurs fondamentales de l'UE.

La demande de révision a été présentée à l'origine le 22 avril 2016 par les présidents de trois groupes politiques européens - le groupe du Parti Populaire Européen (PPE), le groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et des démocrates (S&D), et le groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE).

Débat: mercredi 15 mars

Procédure: question orale à la Commission suivie d'un débat

En savoir plus

- [Question orale sur la révision du règlement relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Intensifier la lutte en faveur de l'égalité des genres

L'UE et ses États membres devraient intensifier leurs efforts pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes, affirment les députés dans une proposition de résolution débattue lundi et votée mardi.

Malgré les progrès réalisés sur certaines questions d'inégalité des genres, le chemin à parcourir est encore long pour réduire le fossé salarial, éliminer le "plafond de verre" des carrières des femmes, remédier à leur manque d'indépendance économique et améliorer l'équilibre entre travail et vie privée.

Les députés invitent instamment la Commission et les États membres à :

- présenter un ensemble de mesures législatives et non législatives concernant l'équilibre travail-vie privée;
- adopter la directive relative à la présence des femmes au sein des conseils d'administration;
- présenter un projet législatif visant à promouvoir et à soutenir les actions prises dans les États membres en vue de prévenir la violence à l'encontre des femmes;
- garantir aux femmes un accès facile à la planification familiale volontaire et à un large éventail de services de santé génésique et sexuelle, notamment la contraception et l'avortement;
- surveiller le secteur des médias et de la publicité, qui promeut la sexualisation et la marchandisation des femmes et qui véhicule souvent des stéréotypes féminins; et
- contrôler le respect dans le secteur des médias et de la publication de la dignité des femmes.

Bien qu'en moyenne le niveau d'éducation soit plus élevé chez les femmes, le fossé salarial entre les genres dans l'UE est de 16,1% et l'écart moyen des allocations de retraites entre hommes et femmes est encore plus important, atteignant 40,2%.

Débat: lundi 13 mars

Vote: mardi 14 mars

Procédure: résolution non législative

#IWD2017 #equalpayforequalwork #genderequality

En savoir plus

- [Proposition de résolution sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'UE 2014-2015 \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Ernest Urtasun \(Verts/ALE, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)
- [Temps fort - Journée internationale des femmes 2017: développer l'autonomisation](#)
- [EuroparlTV - Réduire l'écart entre les sexes en Europe](#)
- [EuroparlTV - Plus de femmes dans les domaines scientifiques](#)
- [Plénière à la demande: écarts de rémunération entre hommes et femmes \(01.03.2017\)](#)
- [Service de recherche du PE: écarts de rémunération entre hommes et femmes \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE: évaluation des progrès en faveur de l'égalité des genres \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE: congé de maternité, de paternité et parental dans l'UE \(en anglais\)](#)

Séance plénière

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 16 mars vers 10h00, avec des votes intervenant à 12h00 sur les sujets suivants:

- Zimbabwe, le cas du pasteur Evan Mawarire
- Prisonniers politiques ukrainiens en Russie et la situation en Crimée
- Philippines, le cas de la sénatrice Leila M. De Lima

Vote: jeudi 16 mars

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Séance plénière

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Libérer la bande de fréquence MHz pour internet, Toia (COD), débat mardi, vote mercredi;
- Démocratie en ligne, Jauregui (INI), débat mercredi, vote jeudi;
- Mégadonnées: les incidences sur les droits fondamentaux, Gomes (INI), débat lundi, vote mardi;
- Mercure, Eck (COD), débat lundi, vote mardi;
- Les priorités de l'UE pour les sessions 2017 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, débat jeudi, vote jeudi; et,
- Systèmes de données des pêcheries, Affronte (COD), débat jeudi, vote jeudi.